Conseil Municipal du 13 juin 2025 à 21h00

Présents : Yves Funel, Marie-Christine Peyroutou, Bernard Ballester, Bernard Cessou, Marie-France Clarac, Mireille Jacob, Luc Ménardo, Marie Azihari, Victor Parzych.

Excusé : Stéphan Bergeon, (pouvoir à Madame Marie-Christine Peyroutou).

Absent : Patrice Orban

Secrétaire de séance : Marie-Christine Peyroutou

Délégation de service public Via Souterrata :

La Délégation de Service Public (DSP) concernant la gestion de la Via Souterrata est arrivée à son terme au 31/12/2024.

A l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence lancée conformément aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des collectivités territoriales, un seul organisme spécialisé dans le domaine de la spéléologie a fait acte de candidature dans les délais fixés par l'avis d'appel à candidature du 7 avril 2025. Il s'agit de l'ASSOCIATION NATURE EVEIL qui a fait une proposition de 13 000 euros/an.

Le vendredi 9 mai 2025, la commission de Délégation de Service Public (DSP) a procédé à l'ouverture du pli et à l'analyse de la candidature et a ainsi admis le candidat à présenter une offre. Elle a également procédé à l'analyse de cette offre et a établi son rapport.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir l'ASSOCIATION NATURE EVEIL pour lui confier la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Via Souterrata pour une durée de 7 années avec effet rétroactif à la date du 1^{er} janvier 2025 avec une redevance annuelle de 13 000 € (treize mille euros).

Le conseil municipal approuve à l'unanimité le choix de la commission DSP.

Rénovation des jeux d'enfants du village :

Monsieur le Maire expose aux conseillers municipaux qu'à ce jour, le jardin d'enfants situé au bas du village est équipé de modules vieillissants et que les sols n'y sont plus adaptés ; celui-ci ne correspond plus aux attentes des familles et nécessite une réfection importante. Le département des Alpes Maritimes subventionne désormais la rénovation de jardins d'enfants existants.

Monsieur le Maire propose de faire l'acquisition de différents modules de type balançoire, toboggan, adresse, équilibre etc..., et de rénover les sols qui les accompagnent pour une enveloppe budgétaire de 20 000 € TTC. Il propose également de faire une demande de subvention auprès du Département 06 afin de permettre le financement de cette opération.

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité le lancement de l'opération.

Rapport triennal du SCOT (schéma de cohérence territoriale) :

La Loi Climat et Résilience, adoptée en Août 2021, a fixé à la France l'objectif d'atteindre le « Zéro Artificialisation Nette des Sols » (ZAN) en 2050. Pour concrétiser cette ambition par étapes, un objectif intermédiaire a été défini : Réduire de moitié la consommation d'Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (ENAF) sur la période 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

L'ensemble des collectivités territoriales est concerné par la poursuite de cet objectif. La sobriété foncière doit être au cœur de chaque stratégie d'évolution des territoires, le foncier est d'ailleurs reconnu comme une ressource limitée.

Dans le cadre de cet objectif, en application de l'article L.2231-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et conformément aux dispositions du décret du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols, la commune doit établir un rapport local de suivi de l'artificialisation des sols au moins tous les trois ans. Ce premier rapport porte sur la période 2021-2023.

Il est l'occasion de présenter la trajectoire de consommation en cours et de déduire le positionnement de la commune par rapport à l'objectif de réduction à 2031.

Ce rapport est à produire régulièrement et, a minima, tous les trois ans afin de mesurer et suivre la trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols sur le territoire.

Pour Caille, le rythme de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers observé ces 3 dernières années est largement supérieur aux objectifs fixés par la loi Climat et Résilience. Les objectifs maximum de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers octroyés par la loi Climat et Résilience sont déjà atteints. Consciente d'une consommation d'espaces non négligeable ces dernières années à l'échelle de son territoire communal, en lien avec une constructibilité relativement importante permise par le document d'urbanisme actuellement en vigueur, la commune de Caille devra envisager, dans un futur proche, la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme. Cette procédure aura notamment pour objectif de maîtriser le développement urbain et l'accueil de population, en adéquation avec les objectifs définis par les documents de rang supérieur et les besoins spécifiques de la commune.

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité le rapport triennal 2025.

Décision modificative n°1 : report du résultat d'investissement

Le service de gestion comptable de Grasse a relevé une anomalie sur le budget primitif 2025. En effet, le cumul antérieur de 15 904.77 € n'apparaît pas en 001 en recette d'investissement ; il y a lieu de prendre une décision modificative afin de rétablir cette anomalie.

Le Conseil Municipal vote à l'unanimité la décision modificative.

Questions diverses :

- ▶ Création d'un poste administratif à temps complet afin de permettre à l'agent de l'agence postale communale, actuellement à 30h00/semaine, d'intégrer un poste à 35h00 à partir de septembre 2025 en vue du remplacement d'un départ en retraite au 1^{er} avril 2026.

- ▶ A partir de novembre 2025, Marie Azihari et son associée propose de louer le local situé rue Saint Pons et qui était jusqu'à présent mis à disposition de l'association de ski de fond des ours bruns afin de créer un lieu de vente et de dégustation de tisanes pour un montant annuel de 1 200 euros.

- ▶ Création d'un emploi non permanent de 10h00/semaine pour faire face à un surcroît de travail lié à l'activité touristique et aux préparations des différentes fêtes estivales.